

Dénonciation par lettre du 9 avril 2024

de la CFDT et de FO de l'accord du 29 janvier 2021
relatif à l'intégration et à l'adaptation progressives
des dispositions applicables aux salariés

NOR : ASET2550806M

IDCC : 2104, 2264

Paris, le 9 avril 2024.

Madame, Monsieur,

Par accord du 14 mars 2019, les partenaires sociaux ont convenu de fusionner la convention collective nationale du thermalisme (IDCC 2104) dans la convention collective nationale de l'hospitalisation privée (IDCC 2264).

Afin d'organiser le processus de fusion, les organisations professionnelles d'employeurs CNETH, FHP et Synerpa ont signé l'accord du 29 janvier 2021 relatif à l'intégration et à l'adaptation progressives des dispositions applicables aux salariés avec les organisations syndicales CGT, FO et CFTC.

Par un premier arrêté du 6 octobre 2021, ont été reconnues représentatives pour cette branche les organisations syndicales CFDT, CGT, FO et UNSA. La CFTC n'est plus représentative.

Par un second arrêté du 6 octobre 2021, ont été reconnues représentatives pour cette branche les organisations professionnelles d'employeurs FHP et Synerpa. Le CNETH n'est plus représentatif.

Par courrier du 4 décembre 2023, la CFDT a adhéré à l'accord du 29 janvier 2021.

Après négociation, et en désaccord avec les termes de l'accord, la CFDT et FO notifient par la présente en application des articles L. 2261-9 et suivant du code du travail la dénonciation de l'accord du 29 janvier 2021 relatif à l'intégration et à l'adaptation progressives des dispositions applicables aux salariés.

Cette dénonciation prend effet immédiatement.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2261-10, « Lorsqu'une des organisations syndicales de salariés signataires de la convention ou de l'accord perd la qualité d'organisation représentative dans le champ d'application de cette convention ou de cet accord, la dénonciation de

ce texte n'emporte d'effets que si elle émane d'une ou plusieurs organisations syndicales de salariés représentatives dans son champ d'application ayant recueilli la majorité des suffrages exprimés dans les conditions prévues au chapitre II du titre III. »

Conformément à l'arrêté du 6 octobre 2021, la CFDT et FO représentent 54,46 % de la mesure d'audience.

Ainsi, l'accord du 29 janvier 2021 ne prévoyant pas de dispositions particulières en cas de dénonciation, il serait fait application des dispositions légales, à savoir que, en l'absence de stipulation expresse, la durée du préavis qui doit précéder la dénonciation, à compter de la réception du présent courrier, est de trois mois avant d'emporter ses effets.

La CFDT et FO demandent l'ouverture de négociation en vue d'un accord de substitution.

Conformément à l'article D. 2231-8 du code du travail, cette dénonciation fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail et du conseil de prud'hommes de Paris.

Veuillez agréer Madame, Monsieur, nos sentiments respectueux.

La secrétaire générale de la fédération CFDT Santé Sociaux.

La secrétaire générale de l'Union nationale santé privée Force ouvrière.